Lettre d'information N° 230 - 24 juillet 2024

PERSPECTI E CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Etrange politique étrangère

La fameuse conférence du Bürgenstock nous a laissés sans voix. Sur 160 pays invités, la Suisse en a réuni 92. 79 d'entre eux ont signé la déclaration finale. Dans un commentaire à chaud, le porte-parole du DFAE s'est félicité d'avoir rassemblé des « pays forts » comme le Ghana... Que rajouter ? Sinon que seuls 10 des 52 pays africains ont joué le jeu, contre 28 lors du vote d'octobre 2022 qui condamnait l'invasion russe.

Jean-Pierre Sow - La fameuse conférence du Bürgenstock nous a laissés sans voix. Sur 160 pays invités, la Suisse en a réuni 92. 79 d'entre eux ont signé la déclaration finale. Dans un commentaire à chaud, le porte-parole du DFAE s'est félicité d'avoir rassemblé des « pays forts » comme le Ghana... Que rajouter ? Sinon que seuls 10 des 52 pays africains ont joué le jeu, contre 28 lors du vote d'octobre 2022 qui condamnait l'invasion russe.

Selon les commentaires officiels relayés par nos médias officiels, la manifestation fut un succès. Riches de notre manque d'ambition, nous avons appris à nous contenter de peu. Une conférence de paix sans le principal belligérant, une déclaration finale boudée par la moitié du monde, une grand'messe sans communion... L'ancien ambassadeur Georges Martin a abondamment dénoncé l'imposture de ce raout.

Volodymyr Zelensky parle déjà d'une prochaine conférence, cette fois avec la Russie... Mais probablement sans nous. Défait sur le front, le président ukrainien, dont le mandat a expiré le 20 mai, commence à comprendre qu'il a été trompé. La Suisse ne le sait pas encore. Le destin du monde se jouera ailleurs, mais nous nous serons fait plaisir... aux frais du contribuable. Comme à l'accoutumée, entre ce qui ce qui se fait, ce qui se dit sur la RTS, et ce qui est perçu, le décalage est croissant. L'homme de la rue sent bien qu'il ne peut adhérer complètement aux nouvelles qu'on lui sert. Mais le temps de rassembler les éléments et de trouver les mots, l'actualité a déjà passé à autre chose.

On apprend par exemple que le fameux F-35 retenu selon des critères douteux ne sera pas prêt à temps, ou livré non fini. Idem pour le système de défense anti-aérienne Patriot. Nous voilà servis! Au début de l'été, Madame Amherd, en sa qualité de présidente provisoire, avait volé la vedette à son mal aimé collègue des Affaires étrangères. Mais depuis, son étoile semble aussi pâlir... Une procédure pénale a d'ailleurs

été ouverte par le Conseil fédéral pour violation du secret de fonction. Des rumeurs de démission se font entendre. Mais qu'importe Madame Amherd, et qu'importe notre défense nationale, puisque bientôt ce seront des pays tiers qui nous protégeront?

En effet, les députés ont appris comme nous par voie de presse que le Conseil fédéral souhaite s'associer au bouclier aérien européen « Sky shield ». Ce projet est porté par l'Allemagne, mais contesté par la France, car il fait la part belle aux technologies américaines et israéliennes au détriment des européennes. Même les commissions parlementaires compétentes ont été mises devant le fait accompli. De même pour l'ouverture d'un bureau de liaison de l'OTAN à Genève. Finalement, les médias ont fait état de la mise à pied de deux divisionnaires. Après l'écartement à l'automne passé de deux ambassadeurs, une purge semble avoir lieu au sein de l'administration pour des raisons que nous chercherons à clarifier.

Un jour, les erreurs, les négligences, les incompétences et autres trahisons se paient. Pour preuve les élections récentes en France et en Allemagne, dans lesquelles les gouvernements ont été clairement désavoués... sans grande conséquence, il est vrai. En Suisse, il faudra attendre la votation sur l'initiative pour la neutralité. Le Conseil fédéral recommande de la rejeter pour les raisons suivantes :

- « la neutralité deviendrait une notion rigide inscrite dans la Constitution ;
- la Suisse ne pourrait plus reprendre les sanctions contre un État belligérant en dehors du cadre de l'ONU;
- elle pourrait coopérer avec une alliance militaire ou défensive uniquement en cas d'attaque militaire directe contre le pays. »

Nous défendrons l'initiative exactement pour les mêmes raisons que notre gouvernement la combat. —

L'école publique sous la coupe des partis politiques ?

Durant tout le mois de mai, l'université de Genève s'est illustrée par sa gestion calamiteuse des manifestations estudiantines pro-palestiniennes. Une parfaite démonstration de l'entrisme politique dans l'instruction publique.

Eric Bertinat - Dans le canton de Vaud, la question est réglée par la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) : l'école obligatoire et post-obligatoire doit être neutre politiquement et toute propagande y est interdite. Une loi cantonale qui s'applique également au post-obligatoire. Ce qui n'interdit pas les débats dans les classes ni l'apprentissage du civisme et du système politique suisse.

A Genève, la Loi sur l'instruction publique (LIP) précise que 1. l'enseignement public garantit le respect des convictions politiques et religieuses des élèves et des parents. 2. A cet égard, toute forme de propagande politique et religieuse est interdite auprès des élèves. 3. Les enseignants ne doivent pas porter de signe extérieur ostensible révélant une appartenance à une religion ou à un mouvement politique ou religieux. Reste bien évidemment ouverte la question d'un personnel enseignant majoritairement de gauche.

Dans ce contexte, mélange d'un cadre légal minimum à respecter, laïc bien sûr mais soumis à des sensibilités politiques marquées, particulièrement sur les questions sociétales, l'intervention de la présidente du *Syndicat des enseignants alémaniques* (LCH), Dagmar Rösler, laisse perplexe. Elle réclame des directives claires «sur les crises et les guerres» qui, selon elle, sont absents ou imprécis dans les *Plans d'études* qui fixent des objectifs nationaux de formation définis par la Conférence des Département de l'Instruction Publique (CDIP).

Que veut-elle exactement et surtout pour quelles raisons ? Selon elle, l'école a le devoir de comprendre les événements politiques, mais, pour cela, elle a besoin d'un soutien politique. Elle prône un renforcement de l'éducation civique dans tous les domaines du système éducatif, avec un meilleur ancrage dans les programmes scolaires. L'éducation politique au sens large doit être enseignée dès l'école primaire et maternelle, indique

Dagmar Rösler. Et d'appeler les politiciens à s'engager fermement pour permettre aux écoles d'aborder les sujets délicats avec les élèves et que l'école, y compris les enseignants, soit soutenue et protégée dans cette démarche. (cliquez ici!)

Vingt-quatre heures plus tôt, c'est le président du Conseil national, Eric Nussbaumer, qui s'exprimait dans les colonnes de la *Schweiz am Wochenende* (20 juillet 2024). Le socialiste de Bâle-Campagne demande que l'éducation politique soit renforcée à l'école et dans l'enseignement extrascolaire. Il pointe notamment l'enseignement (forcé) de la voie bilatérale que la Suisse a empruntée avec l'UE.

L'occasion de rappeler que dans les écoles vaudoises, dix semaines avant les élections nationales, les débats politiques sont suspendus pour empêcher les candidats de venir chercher des voix face à un public captif. Pour Frédéric Borloz, chef du Département de la formation, il y va du respect des élèves et de la confiance des parents dans l'institution.

Si ces deux interventions ne sont pas réellement surprenantes, elles n'en restent pas moins extrêmement dangereuses. Petit à petit, les autorités ont dépossédé les parents de leur autorité, voilà qu'à présent l'on veut former les esprits des auditoires scolaires au *politiquement correct*.

Ces cours d'instruction civique, qui sont ennuyants pour la plupart des écoliers, sont déjà la porte d'entrée de la gauche enseignante. Pour Madame Rösler, pour autant que l'on comprenne sa démarche, ces cours doivent aller plus loin en les *ouvrant* aux politiciens - tous les politiciens, qu'est-ce qu'un politicien ? -, en les ouvrant en fin de compte à la propagande. Ce qui plaira à Eric Nussbaumer : préparons la jeunesse à l'adhésion à l'Union européenne pour que le moment venu, elle vote juste. Et sur bien d'autres sujets. —

Accord cadre avec l'UE:

Lettre ouverte au Conseil fédéral et au Parlement

Daniel Graf - Il y a quelques mois, j'ai lu une interview inquiétante dans la NZZ. Elle ne m'a plus quitté. Le professeur de droit public Andreas Glaser s'y exprimait sur le projet de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Il a souligné les profondes répercussions sur la démocratie directe, en particulier sur l'initiative populaire et le droit au référendum. Depuis lors, j'ai eu de nombreux entretiens. J'en suis arrivé à la conclusion que notre démocratie directe, telle que nous la connaissons aujourd'hui, serait menacée par un accord-cadre avec l'UE. En même temps, je suis conscient que la Suisse n'est pas une île. Nous avons intérêt à clarifier et à

consolider les relations entre la Suisse et l'UE.

C'est pourquoi **Claudio Kuster** et moi-même avons écrit une lettre ouverte au Conseil fédéral et au Parlement. Nous demandons des mesures d'accompagnement démocratiques et un référendum obligatoire pour l'accord-cadre avec l'UE. Pour que notre démocratie directe ne soit pas affaiblie.

D'où ma prière: Signez la lettre ouverte au Conseil fédéral et au Parlement. Engagez-vous avec nous pour la démocratie directe! cliquez ici!

Un entretien avec J.D. Vance sur sa conversion

au catholicisme

AM Valli/ Benoitetmoi (www.aldomariavalli.it) - Propulsé sur le devant de la scène politique américaine après que Trump l'a choisi comme candidat à la vice-présidence ces derniers jours, James David Vance (né James Donald Bowman et plus connu sous le nom de J.D. Vance) est devenu catholique en août 2019, à l'âge de trente-quatre ans, lors de son baptême et de sa confirmation. Issu d'une famille très pauvre, Vance est diplômé, grâce à des bourses, en sciences politiques et en philosophie de l'université d'État de l'Ohio et en droit de Yale. Il a parlé de sa conversion dans un entretien avec Rod Dreher en août 2019.

Rod Dreher - Ce week-end, j'étais à Cincinnati, dans l'Ohio, pour une raison particulière : mon ami J.D. Vance a été baptisé et reçu dans l'Église catholique. Le chemin a été long pour lui. Il a été officiellement introduit dans la foi catholique par le père Henry Stephan, un prêtre dominicain, au prieuré St Gertrude. Voici un court entretien que j'ai réalisé avec J.D. sur sa vie spirituelle et son cheminement vers le catholicisme. Suite de l'article, cliquez ici!

Désirez-vous recevoir notre Lettre? Rien de plus facile, cliquez ici!

CH21 8080 8004 5427 1100 1 Bénéficiaire: Perspective catholique

1203 Genève



Comment nous aider?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée: nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus) D'avance, nous vous remercions

www.perspectivecatholique.ch